

Impôt sur le revenu

s'est-il passé? Après avoir gagné la confiance de la majorité du public, le gouvernement s'est fait élire sous de fausses représentations. Quelques mois plus tard c'était la volte-face du gouvernement: il appliquait le contrôle des prix et des salaires et trompait la population canadienne . . .

● (2222)

M. l'Orateur adjoint: L'honorable député de Chambly (M. Loiselle) invoque le Règlement.

M. Loiselle (Chambly): Monsieur le président, je m'excuse mais pour quiconque s'y connaît quelque peu en mesures économiques entre le gel des prix et des salaires proposé par l'opposition et ce que nous avons proposé à la population du Canada en 1975, il y a la différence qui existe entre le jour et la nuit. Évidemment cela prend des gens qui s'y connaissent.

M. l'Orateur adjoint: L'honorable député admettra avec moi qu'il vient tout simplement d'émettre une question d'opinion sur laquelle la présidence n'a pas à prendre de décision. Il a eu l'occasion tantôt de faire son propre discours et de faire valoir ses arguments. Je pense donc qu'il doit permettre aux honorables députés d'écouter attentivement l'honorable député de Joliette (M. La Salle).

M. La Salle: Merci, monsieur le président. En plus, le gouvernement a trompé davantage la population parce qu'avec ces mesures il avait assuré le peuple canadien de freiner l'inflation et ce n'est pas ça qui s'est produit. Au contraire, cela a continué. Il avait promis de restaurer le milieu des affaires, de réaliser des ententes avec les syndicats, mais cela a été une confrontation continuelle, et encore aujourd'hui il avait même laissé supposer certaines dates pour la levée de ces contrôles et nous attendons toujours encore après. Monsieur le président, est-il possible que décemment mes amis d'en face m'accusent de ne pas jouer *fair-play*. Ce n'est pas possible, monsieur le président, ces gens-là le savent, cela a été dans combien de mesures où même un certain nombre de députés à un certain moment je suis certain avait le goût de dénoncer leur propre gouvernement sur ces projections qui se sont avérées fausses. Alors qu'on me dise que le gouvernement n'a pas trompé la population quand il a promis de réaliser l'unité nationale, promis de diminuer le chômage, promis de freiner l'inflation, promis de restaurer l'industrie canadienne, promis de diminuer les déficits annuels, cela a été des faillites totales sur tous ces dossiers, monsieur le président. Et on essaie de me faire retirer mes paroles quand je dis que ce gouvernement a trompé l'électorat canadien, mais je n'en reviens pas, monsieur le président! Je pensais que mes amis d'en face pourraient manifester plus d'honnêteté et de sincérité vis-à-vis de moi, eh bien on m'en demande trop, monsieur le président! Ce n'est pas possible!

Monsieur le président, dans ma circonscription comme dans ma province, encore une fois, je le répète, une hypocrisie cynique se présente. On essaie de nous faire avaler certaines dispositions qui ne peuvent pas aller dans la même loi. Et j'irai plus loin. J'avais oublié mon bon ami le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner). On dit qu'on nous a trompés. C'est drôle de voir les choses. Comment peut-on demander au public d'avoir confiance?

Il y a quelques mois, le ministre de l'Industrie et du Commerce était de notre côté et mes amis d'en face voulaient le pendre. Depuis plusieurs années, ils voulaient le pendre, le fusiller. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a été de

notre côté pendant 19 ans. Il a fustigé, condamné, répudié ce gouvernement. On a fait un petit transfert pour les raisons que nous connaissons, tout le monde connaît ces raisons-là. Monsieur le président, le ministre de l'Industrie et du Commerce osait tenter le plus sincèrement possible de nous faire croire qu'il était véritablement rempli du désir de défendre des mesures qu'il a condamnées pendant 19 ans.

Mais l'odieux, monsieur le président, c'est lorsque j'ai vu mes amis d'en face l'applaudir, ils applaudissaient celui qu'on a voulu, qu'on voulait condamner il y a à peine six mois. Quand le public canadien regarde ces choses-là, le public n'est pas fou, quand le public canadien se rend compte de cela, il se dit: Non, ce n'est pas possible, ce n'est pas possible que ce gouvernement joue ce coup de théâtre et que ces députés sincèrement puissent appuyer et applaudir celui qu'on avait envie de fusiller il y a six mois.

Nous voyons cela, monsieur l'Orateur, et le ministre des Finances, certains députés de la Chambre, avec tout le respect que j'ai pour eux, me demandent de faire confiance à ce gouvernement. Je ne peux pas honnêtement dire à mes électeurs: Il n'y a pas de problème, il n'y a pas de danger. Je ne peux pas demander non plus à l'ensemble des Canadiens de faire confiance à ce gouvernement. Si je dis que ce gouvernement nous a trahis trop souvent, monsieur l'Orateur, est-ce que je vais être rappelé à l'ordre? Peut-être. Mais pour moi et pour des milliers de Canadiens ce gouvernement a manqué à son mandat, et plusieurs de ses ministres et ce Cabinet ont manqué à leurs responsabilités.

● (2225)

Étant donné les circonstances, il est impossible de faire confiance au gouvernement et d'appuyer aveuglément ce projet de loi. Mais je le répète, monsieur l'Orateur, je l'ai d'ailleurs dit tantôt, il y a de bonnes dispositions dans ce projet de loi. Si on voulait séparer ce bill-là et présenter ce qu'il y a de meilleur et de plus urgent, nous serions parfaitement d'accord. On l'appuierait! Par contre, des mesures sont trop importantes et trop discutables à propos des gains en capital, des détenteurs de polices d'assurance, pour qu'on accepte cela les yeux fermés. Et d'ailleurs on serait blâmé de le faire, et on ne sera pas blâmé à cause de notre position parce que l'on va défendre les électeurs canadiens sur cette question.

Je voudrais souligner en passant une déclaration qu'a faite le ministre de l'Expansion économique régionale, la semaine dernière. Il disait:

«Je voulais dire qu'il ne nous appartient pas seulement à nous du gouvernement fédéral et uniquement à nous du ministère de l'Expansion économique régionale de combattre les inégalités. Dans mes rencontres avec les premiers ministres et ministres des gouvernements provinciaux, avec qui j'ai régulièrement des consultations, des négociations . . .

Quand le ministre de l'Expansion économique régionale nous parle de faire disparaître ces fameuses inégalités régionales, je suis bien sûr qu'il est de bonne foi, monsieur l'Orateur, j'en suis bien convaincu, je le connais bien le ministre de l'Expansion économique régionale, mais on parle de cela depuis dix ans. Et les résultats?

Je demandais au ministre des Finances, mardi dernier, de convoquer immédiatement les ministres des provinces maritimes et du Québec, compte tenu de ce déséquilibre économique qui s'accroît. Il a dit: Si les ministres ont affaire à moi, ils peuvent toujours venir me voir. Je parlais l'autre jour d'une conférence fédérale-provinciale au ministre de l'Énergie, des